

235	UTBM service communication	L'Est Républicain	5 juillet 2013
		Région	Fusion - universités - UFC- Université de Bourgogne - Jacques Bahi - rapprochement

Universités Celles de Franche-Comté et de Bourgogne vont bel et bien vivre en communauté (non fusionnelle)

Dijon a dit oui au concubinage

Besançon. Il peut respirer, Jacques Bahi. Car en mars dernier, le président de l'Université de Franche-Comté (UFC, presque 21.300 étudiants, un peu moins de 2.000 personnels permanents) a dû affronter un risque de collision. Pardon, de fusion. Avec plus gros établissement que le sien : la voisine Université de Bourgogne (UB, presque 27.000 étudiants, 2.900 personnels permanents).

M. Bahi s'est vite rabattu (pour éviter l'impact potentiellement fatal) sur la nouvelle loi dédiée à l'enseignement supérieur. Pas encore promulguée, mais ça va venir.

Ce texte permet, parmi d'autres possibilités de rapprochements, la mise en œuvre d'une « communauté d'universités » (CU, pour

faire simple).

Le 2 juillet, le conseil d'administration de l'UFC a dit oui à ce dispositif, à la quasi-unanimité (nos éditions des 3 et 4 juillet). Et le 3 juillet, le CA bourguignon a approuvé la démarche, de façon très majoritaire. Oui, il doit être soulagé, Jacques Bahi.

Ce qui va changer ? Un nouvel établissement va naître l'an prochain : « l'Université de Bourgogne Franche-Comté », UBFC pour les (futurs) intimes. Appellation maladroite, sans doute, car elle fait vraiment... fusion. Mais pas-sons.

Cadeau empoisonné ?

« Son siège sera à Besançon », se félicite le président de l'université comtoise. Concession dijonnaise ? Ou cadeau empoisonné ? Car la

nature (en l'occurrence les hommes) ayant horreur du vide, il faudra, selon toute vraisemblance, donner à ce siège « communautaire » un bâtiment propre, bien identifié. Donc ça va coûter des sous.

Justement. Hier à Besançon, l'UFC tenait son « congrès », soit la réunion de ses 3 conseils, avec la participation, notamment, d'élus locaux. Eh bien la représentante de la Ville de Besançon a promis l'aide de sa collectivité en la matière. Ce qui risque de faire jaser, en ces temps de disette budgétaire.

Précisément, la CU n'est-elle pas un moyen de con-

sommer moins de crédits que la somme des deux établissements fonctionnant chacun dans leur coin ? Il est question de mutualiser les services de communication et de relations internationales des deux U. Et de ne faire plus, en gros, qu'une seule fac de sports pour les deux régions. Pour commencer...

« La CU, c'est une mise en commun, au cas par cas », explique en aparté un membre du personnel de l'UFC. Au « congrès » hier, une voix syndicale a souligné « la nécessaire vigilance sur les moyens ». Pour ne pas se les faire raboter, bien sûr.

C'est déjà fait, avant ce

concubinage. L'État continue certes à payer les personnels, mais plus du tout le « GVT », alias le « glissement vieillesse technicité » (soit l'augmentation régulière des salaires des plus anciens et des plus compétents).

Le « bébé » du GVT a été refilé aux facs de France et de Navarre. Du coup, il manque 1,3 M€ cette année dans les caisses de l'UFC, pour récompenser la fidélité et le savoir-faire.

Ce n'est pas de la faute du concubin dijonnais. Alors, SVP, pas de scène de ménage.

Joël MAMET

Master qui ouvre, qui ferme, qui...

► **Petit « comité d'accueil » hier, devant l'entrée du « congrès » de l'université, à Besançon.** Avec une dizaine d'étudiants venus interpellier, notamment, Frédéric Muyard, vice-président de l'université chargé des cursus. La délégation dénonce la « fermeture » du master « Agepos », au sein de la fac des lettres de Besançon. Agepos, « Analyse et gestion des politiques sociales », un diplôme qui peut donner accès à des postes de cadres dans les conseils généraux, entre autres. Ce master est suivi par une vingtaine d'étudiants à Besançon. « Sa suppression a été décidée en septembre 2012 et nous ne l'avons appris qu'en juin dernier » souligne leur « coordination ». Frédéric Muyard, lui, assure que le master ne disparaît pas. « Nous proposons bien de délivrer un master Agepos avec des éléments communs avec un autre master, "Solidarité" », souligne-t-il. Sans parvenir à convaincre ses interlocuteurs.

Dans un message adressé à cette coordination, Francis Farrugia, professeur de sociologie et ex-vice président de l'université, affiche son franc soutien aux étudiants concernés.

J. M.



■ La présidence de l'université, à Besançon. Dans l'optique de la « communauté d'universités », le bâtiment ne suffirait plus.

Archives ER